

Sacré changement ! Il faut que tout change pour que tout reste identique



En prenant aujourd'hui ses fonctions, le nouveau ministre de l'économie et des finances Pierre Moscovici a affirmé que « [la dette publique est un ennemi](#) » pour la France. En conséquence, il a souligné que la tâche du nouveau gouvernement serait de..... « réduire les déficits ».



Il a par ailleurs déclaré que « l'Europe sera son objectif prioritaire », avec comme principaux dossiers : la réorientation de la construction européenne et la crise grecque. Et il a précisé cette ritournelle habituelle des européistes qui consiste à affirmer que : « Nous sommes conscients qu'on ne peut rien faire seuls ».

Au passage, il est dommage que les journalistes n'aient pas profité de l'occasion pour demander à M. Moscovici de nous expliquer comment font les Islandais, les Suisses, les Norvégiens, les Vénézuéliens, les Argentins, les Boliviens, etc., pour « faire seuls ».

Quoi qu'il en soit, le nouveau ministre "socialiste" [a réaffirmé l'importance de voir la Grèce rester dans l'euro](#), comme l'avait d'ailleurs indiqué François Hollande lui-même, lors de sa rencontre avec la chancelière Angela Merkel, à Berlin avant-hier. « Nous le souhaitons fortement parce que la Grèce est membre de l'Union européenne, parce que la zone euro est une zone qui est unie, elle ne peut se défaire », a-t-il ajouté.

Tout cela se passait lors des passations de pouvoirs très cordiales avec le ministre de l'économie sortant François Baroin et avec la ministre du Budget sortante Valérie Pécresse.

Commentaires

Les naïfs auraient pu imaginer qu'un nouveau ministre "socialiste" des finances désigne un autre ennemi de la France que la dette publique.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Par exemple qu'il parle du poids démesuré pris par l'oligarchie financière sur les peuples.

Ou qu'il dénonce l'article 123 du TFUE qui interdit aux banques centrales nationales de monétariser une partie du déficit public.

Ou qu'il annonce un audit pour savoir à quelles prestations réelles ont correspondu les 600 milliards d'euros supplémentaires d'endettement public que nous a légués Nicolas Sarkozy.

Ou qu'il diligente immédiatement une enquête sur la vente de près de 20% de l'or de la Banque de France décidée par Nicolas Sarkozy au moment où le métal jaune était au plus bas.

Ou encore qu'il rappelle que l'avenir de la Grèce ne doit être déterminé que par le peuple grec seul, et que nulle puissance publique ou privée étrangère n'a le droit de s'immiscer dans ce choix souverain.

Etc.

Mais non. Rien de tout cela.

M. Moscovici a certes annoncé que la France serait intransigeante pour ajouter un élément en faveur de la croissance dans le pacte budgétaire européen.

Mais il s'agit de poudre aux yeux car tous les euro-atlantistes réclament la même chose, et brandissent à cette fin la nécessité des "réformes indispensables" : c'est-à-dire le démantèlement des acquis sociaux et le bradage du patrimoine public à des investisseurs privés internationaux, sur le modèle de ce qui est exigé en Grèce, en Italie et en Espagne.

Même le président américain Obama a repris cette rengaine "hollandiste", [en recevant hier M. Mario Monti](#), ce président du Conseil italien élu par personne mais choisi par la Commission européenne et Goldman Sachs pour être le "dictateur" de l'Italie.

La Maison Blanche a en effet précisé, dans rine moins qu'un communiqué officiel, que « MM. Obama et Monti ont discuté de la situation économique actuelle en Europe et se sont mis d'accord sur la nécessité d'intensifier les efforts destinés à promouvoir la croissance et la création d'emplois ».

La preuve a ainsi été fournie publiquement que les coups de menton volontaristes de MM. Hollande et Moscovici sur la croissance correspondent en réalité pile-poil aux instructions venues de Washington.

CONCLUSION : TOUT CHANGER POUR QUE TOUT RESTE IDENTIQUE

En conclusion, je reprends sans en changer une virgule la conclusion de [l'article que j'ai publié après le scrutin du 22 avril dernier](#).

On connaît cette formule célèbre du roman italien "Le guépard", que Tommaso di Lampedusa place dans la bouche du Prince Salina : « Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change.. »

C'est exactement la maxime d'action du Système : pour que tout reste conforme à l'ordre euro-atlantiste établi, il faut faire semblant que tout change :

- en remplaçant à intervalles réguliers un comédien de la troupe de théâtre UMP par un acteur de la troupe de théâtre PS,

- et en faisant mousser, à intervalles aussi réguliers, une prétendue « poussée très inquiétante de l'extrême droite » (2002, 2012) ou une prétendue « poussée surprise de l'extrême gauche » (2007), afin de bien s'assurer que les spectateurs croient encore au scénario de la pièce.